
durable, au rééquilibrage du pouvoir international ainsi qu'à la croissance des flux de capitaux privés et au développement du secteur privé.

Sa participation au G-7 permet au Canada d'influencer l'évolution de ces institutions. Au Sommet économique qui se tiendra à Halifax en juin de cette année, le gouvernement présidera les discussions sur la réforme des institutions économiques internationales — comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et éventuellement d'autres institutions. Cet examen devra s'intéresser aux rôles évolutifs de ces institutions et aux rapports qu'elles entretiennent entre elles et avec les nombreuses institutions reliées aux Nations Unies. L'élimination des mandats chevauchants et conflictuels sera aussi un grand objectif canadien, et un objectif conforme à nos conceptions de ressources et à notre stratégie financière. Nous poursuivrons ces buts aux sommets économiques et dans d'autres instances dans les années à venir.

La prolifération des nouveaux instruments financiers à cadre juridique et opérationnel complexe soulève des questions sur la transparence du marché international des changes et des autres marchés financiers, sur l'adéquation de la protection offerte aux clients, et sur certaines questions systémiques liées à la stabilité du système financier international. Avec nos partenaires de l'OCDE, nous examinerons si les régimes nationaux de réglementation des institutions et des marchés financiers devraient être utilisés au plan international pour renforcer la stabilité financière globale.

Garantir des rapports positifs entre la réglementation internationale visant la gestion durable de l'environnement et l'économie

- Le gouvernement encouragera instamment l'adoption de règles internationales concernant la gestion durable de la pêche en haute mer, qui reconnaissent les intérêts particuliers d'États côtiers comme le Canada et qui reflètent l'impact dévastateur du déclin des stocks de poisson sur des centaines de collectivités de notre côte est. Le Canada a déjà annoncé qu'il ratifiera la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer bientôt et il révisera ses lois pour les rendre conformes à la Convention, en prévision de sa ratification.

L'industrie des produits forestiers est à la fois le plus grand contributeur net à la balance commerciale du Canada et une importante source d'emploi. Le Canada joue un rôle influent dans le monde à cet égard, comptant pour environ 20 p. 100 du commerce mondial des produits forestiers. Les forêts ont une fonction écologique très importante : elles affectent le rythme du réchauffement planétaire, maintiennent la diversité biologique, empêchent l'érosion des sols, préservent la qualité de l'eau et sont